

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2004-2005

Du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005

COMITÉ POPULAIRE SAINT-JEAN-BAPTISTE

Points saillants et perspectives

On peut dire que l'année qui se termine fût une année bien remplie, marquée par des départs, des victoires et plusieurs projets.

On peut dire que l'année 2004-2005 fut une année charnière, d'abord en raison du départ de Stéphane après 7 ans de présence au Comité populaire, aussi avec la parution de la «monographie» (ou étude socio-économique) qui orientera les actions du Comité populaire à court, moyen et long terme.

Année charnière, mais aussi année de projets et de réalisations plus concrètes : développement d'un projet de Coopérative à l'Ilot Berthelot, suivi d'une victoire qu'on avait (presque!) crue impossible et mise sur pied d'un site de compostage communautaire au Parc Richelieu.

En même temps, l'année qui se termine en fut une de consolidation: l'Infobourg atteint son rythme de croisière, l'Upop a avancé dans ses réflexions et ses expérimentations, de nouvelles formes d'activités (cafés-rencontre, soirées d'accueil) ont été mises sur pied, beaucoup d'énergie fut consacrée à ancrer les matinées... et on se rendit finalement compte que la vie sociale du comité populaire pouvait être dynamique autrement.

Malgré tout, il reste bien des choses à faire pour que le Comité populaire continue d'être une véritable «force dans le quartier»! Lancer une campagne de membership afin d'accroître le nombre de membres et éventuellement de militantEs, maintenir une vie interne trippante, se faire entendre des nouveaux élus municipaux, en finir avec la crise du logement, poursuivre activement sur la lancée de la monographie (le comité aménagement urbain est déjà bien parti!)... et recommencer!?

Mais... tout cela ne sera possible qu'AVEC vous!

Bonne Assemblée générale!

VOLET DÉFENSE DE DROITS :

1. LOGEMENT

DES ACTIONS LOCALES EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL : BÂTIR ET DÉFENDRE UN PROJET DE COOPÉRATIVE D'HABITATION

Suite à l'annonce de l'abandon, fin septembre, du projet de condos sur la tête de l'Îlot Berthelot, nous avons relancé activement l'idée d'y développer un projet de coopérative. Voici les actions entreprises :

- Publication d'une lettre ouverte revendiquant des coopératives à l'Îlot Berthelot dans *Le Carrefour* et *Le Soleil* du 14 octobre.
- Rencontre à l'interne avec des architectes militants ayant déjà travaillé sur un projet pour l'Îlot Berthelot dans le passé, préparation d'une esquisse et d'un argumentaire «concret» sur la faisabilité d'un projet exclusivement coopératif à l'Îlot Berthelot (pour répondre point par point au contre-argumentaire utilisé par la Ville en 2002).
- Rencontres préliminaires, en novembre, avec des membres du Conseil de quartier afin d'obtenir l'appui de cette instance et de présenter un projet «conjoint» et concret permettant de ne faire que des coopératives à l'Îlot Berthelot.
- Le 23 novembre, le Conseil de quartier appuie officiellement le projet.
- Une copie du projet ainsi qu'une demande de rencontre sont acheminées à M. Claude Larose, responsable de l'habitation à la Ville, et à Mme Lynda Cloutier, conseillère du quartier.
- Le projet est rendu public dans *l'Infobourg* (en «une»), *Droit de Parole* et *Le Soleil* en décembre 2004.
- Appel public aux résidentEs à s'inscrire sur une liste de requérantEs dans l'édition de décembre de *l'Infobourg*.
- Un rendez-vous est obtenu pour le 14 décembre, rencontre au cours de laquelle le projet est présenté à M. Larose et Mme Cloutier. M. Larose affirme alors que la Ville étudie actuellement différents scénarios, dont le nôtre.
- Lancement, en décembre, d'une campagne d'appui au projet conjoint du Conseil de quartier et du Comité populaire, la campagne est un succès total et reçoit l'appui de toutes les élues du quartier à tous les paliers de gouvernement, de même que l'appui de tous les organismes du milieu (le projet reçoit l'appui de 19 organismes et personnalités, de l'Association des gens d'affaire au chef de l'opposition officielle, en passant par un Commissaire scolaire et le Centre-famille).

Un comité de requérantEs a été mis sur pied afin de collectiviser la lutte pour une coopérative sur la tête de l'Îlot Berthelot

- Première assemblée de requérantEs le 7 février, 19 personnes y participent et décident de mettre sur pied une nouvelle coopérative *La Coopérative d'habitation L'Escalier*. Un conseil d'administration provisoire est élu.
- Première action du comité de requérantEs le 14 février avec la pose d'un vrai-faux panneau de chantier sur le site, revendiquant la construction exclusive de logements coopératifs à l'Îlot Berthelot.
- Publication, le 14 février, d'une longue lettre d'opinion du Comité populaire, dans *Le Soleil*, expliquant pourquoi et comment le site de l'Îlot Berthelot pourrait être uniquement consacré à du logement coopératif.
- Publication d'un article d'information sur l'état de la lutte dans l'édition du printemps de *l'Infobourg* (mars).
- Pressions, lettres et représentations du Comité populaire auprès des éluEs du comité exécutif, du Conseil d'Arrondissement au long des mois de février, mars et avril afin de promouvoir le projet.
- Participation des requérantEs à 2 Assemblées du Conseil d'Arrondissement afin de

présenter le projet ainsi qu'une demande d'appui (une dizaine de requérantEs assiste au Conseil du 1^{er} mars et une quinzaine de requérantEs assiste au Conseil du 15 mars).

- Appui au projet du Conseil d'Arrondissement La Cité lors de son assemblée du 15 mars.
- Organisation d'une action médiatique à l'Hôtel de Ville avec les requérantEs, le 16 mars, pour interpeller publiquement Claude Larose, le conseiller responsable à l'habitation de la Ville de Québec, 20 requérantEs y participent, en plus de représentants de la Coalition pour le droit au logement et du FRAPRU.
- Pressions sur la Ministre responsable de l'Habitation du Québec afin que la programmation 2006-2007 du programme Accès-Logis soit devancée.
- Annonce publique, le 20 avril, que le comité exécutif de la Ville de Québec a officiellement pris position en faveur du principe d'un développement coopératif exclusif sur le site.
- Publication, dans les jours suivants, d'une édition spéciale de l'*Infobourg* distribué à 5 000 exemplaires de porte-à-porte afin de faire connaître cette victoire du Comité populaire et des requérantEs et de rappeler les jalons de cette lutte qui dure depuis 30 ans.

UN COMITÉ DE REQUÉRANTeS

30 ménages, dont 26 forment le noyau de base, (ces ménages incluant 43 adultes et 16 enfants) y ont participé et se sont réunis pour :

- Des assemblées afin de jeter les bases de la Coopérative d'habitation l'Escalier, donner les grandes orientations à la lutte, construire le plan d'action, accepter et modifier les plans proposés, voter une politique de sélection des membres, etc,... (6 rencontres, avant le 31 juin, auxquelles participaient en moyenne 32 personnes, pas toujours les mêmes).
- Recevoir une formation du FRAPRU sur le démarrage d'un projet de logement social et les luttes à envisager (13 personnes ont participé à la formation).
- Élire un conseil d'administration provisoire de 6 membres (8 rencontres pour voir au suivi entre les assemblées).

En plus des 26 ménages requérants inscrits avant le 28 février, 41 ménages sont inscrits sur une liste d'attente.

UN « COMITÉ » LOGEMENT ?

- Il n'y a pas vraiment eu de «comité logement» cette année, seulement quelques réunions ponctuelles en début d'année pour organiser notre participation à des actions du FRAPRU, notamment au camping des mal-logéEs et à une assemblée générale. Une demi-douzaine de personnes ont participé à ces rencontres.

D'AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL

- Aide et référence toute l'année aux locataires et aux personnes à risque de devenir sans-logis.
- Participation à la campagne d'automne du FRAPRU «Pour une politique québécoise de logement social». Nous avons diffusé plusieurs centaines de copies de cette brochure et avons coordonné la campagne d'appui auprès des organismes communautaires, syndicaux, féministes et étudiants de la grande région de Québec (résultat : 63 appuis dans la région).
- Participation au Camp des mal-logéEs organisé conjointement par le FRAPRU et le RCLALQ à Québec les 29 et 30 octobre. Nous avons participé à l'organisation centrale du camp et à l'organisation logistique de la bouffe. Pour mobiliser, nous avons diffusé près d'un millier d'exemplaires du journal spécial du FRAPRU dans le quartier, nous avons fait le tour de toutes les coopératives du quartier, nous sommes allés à deux reprises à la banque alimentaire de la paroisse et nous avons fait deux kiosques sur la rue (sans compter une tournée des permanences des groupes membres du RÉPAC). Plus de 40 membres du Comité populaire ont participé à la manifestation de clôture.
- Participation à une manifestation du Réseau de vigilance pendant le Forum Charest à

Saint-Augustin le 12 octobre avec le FRAPRU et le RÉPAC (une demi-douzaine de militantEs ont participé).

- Participation d'une demi-douzaine de militantEs à une manifestation pré-budgétaire du FRAPRU, à Montréal, le 28 février.
- Participation de sept militantEs à la manifestation «Un toit c'est un droit» (contre la discrimination dans la recherche de logement) organisée par le BAIL, le 6 avril, à Québec.
- Participation de quatre militantEs à la conférence de presse organisée conjointement avec la Coalition pour le droit au logement « La SCHL nage dans les surplus, facturons-là », le 4 mai, à Québec.
- Participation de cinq militantEs à une manifestation nationale du FRAPRU, à Montréal, le 28 mai.

INFORMATION-SENSIBILISATION

- Campagne d'information de la Coalition pour le droit au logement sur les hausses de loyers. Nous avons distribué 5 000 dépliantes d'information en haute-ville de Québec, organisé un café-rencontre avec une douzaine de personnes (le 8 février) et répondu aux appels téléphoniques de quelques 75 locataires.
- Organisation d'une projection des films «Saint-Gabriel de force» et «l'Habitation» sur les luttes pour le droit au logement dans le quartier, le 23 février, avec une participation de 20 personnes.
- Campagne d'information «Passe-moi ton bail». Production et distribution d'une affiche, d'un tract et d'une publicité radio sur les ondes de CKIA reprenant l'information du RCLALQ.
- Reprise et diffusion d'une affiche d'information du RCLALQ sur les reprises de logement (décembre).
- Organisation d'un café-rencontre sur la discrimination dans la recherche de logement (28 avril) avec, malheureusement, très peu de participantEs extérieurEs au groupe (2!).
- Commandite, coordination et publication d'une recherche socio-économique réalisée par Marc Boutin et Jimena Michea sur le faubourg Saint-Jean.
- Organisation de l'avant-première du film «Un toit, un droit» en collaboration avec le BAIL dans le cadre du 30^{ème} anniversaire du Fonds de solidarité des groupes populaires (Environ 75 personnes présentes).

FORMATION

- Participation de deux militantEs à la formation « Le droit au logement – enjeux et conjoncture » donnée par François Saillant (du FRAPRU) au centre Lucien-Borne (9 décembre)
- Organisation de la formation « La mobilisation dans notre groupe » avec Jean-Panet Raymond (du FRAPRU) et sept militantEs, dans nos locaux le 27 janvier.

CONCERTATION...

- Une déléguée à la Coalition pour le Droit au logement (une douzaine de rencontres).
- Jusqu'à sept déléguéEs aux instances du FRAPRU (5 rencontres).

ÉLÉMENTS DE BILAN

À la base, notre mobilisation «normale» (pour les actions du FRAPRU et de la Coalition pour le droit au logement, par exemple) n'est pas extravagante. Elle est ni plus ni moins bonne que depuis quelques années. Nous avons tenté d'innover, dans le but d'élargir la base de mobilisation, notamment avec l'organisation de café-rencontres et de tables d'information sur la rue. Cela nous a effectivement permis d'approcher de nouvelles personnes (dont certaines sont devenues membres) mais l'essentiel n'est pas là.

Le gros plus pour la mobilisation fut le projet de Coopérative d'habitation l'Escalier à l'Îlot Berthelot.

Notre volonté de rejoindre de nouvelles personnes à partir de projets concrets a donné de très bons résultats. Un «groupe coop» aussi nombreux, mobilisé sur un terrain précis et sur une aussi longue période de temps, ça ne s'est pas vu à Québec depuis plusieurs années. Le décalage entre notre propre fonctionnement (basé sur la démocratie directe, l'information, la mobilisation et l'utilisation du rapport de force) et celui des promoteurs immobiliers communautaires (basé sur l'efficacité technique, un savoir technocratique, un copinage politique et l'acceptation du statu-quo comme horizon indépassable) a été un choc pour tout le monde.

La clé semble être d'avoir la volonté politique, en tant qu'organisation, de consacrer les énergies nécessaires à une lutte concrète sur le terrain. Premièrement, il faut reconnaître que mobiliser, surtout dans une perspective de prise en charge démocratique par le groupe lui-même, demande du temps et que ce n'est pas, à court terme, la méthode la plus «efficace» et/ou «productive». Deuxièmement, lorsqu'on travaille avec des gens, et non des statistiques ou une liste d'attente, on ne peut pas vraiment les abandonner en cours de route : une fois le train sur les rails, il faut y rester jusqu'à la victoire ou la défaite finale.

2. AUTRES ENJEUX

DES ACTIONS CIBLÉES

- Publication régulière d'articles sur la réforme de l'aide sociale dans *l'Infobourg* et dans le bulletin de liaison *La lettre du Compop*.
- Participation avec le FRAPRU à la manifestation contre la réforme de l'aide sociale organisée par le Réseau de vigilance pendant le congrès du Parti libéral du Québec à Montréal (5 militantEs).
- Participation au comité luttes sociales du RÉPAC et à l'organisation de l'action « Bloquons Charest II » le 14 avril (35 militantEs y ont participé). Nous avons organisé un déjeuner de crêpes (le 3 mars) pour lancer la campagne (une vingtaine de personnes présentes) et former un comité afin de trouver une manière originale de nous joindre à l'action. Ce comité, composé de cinq militantEs s'est réuni tous les vendredis matins afin de préparer et construire un «jeu conscientisant» pour l'action (un jeu de poche). De nombreux articles ont été publiés dans notre bulletin de liaison et dans *l'Infobourg* pour mobiliser pour l'action.
- Relance d'un comité aménagement urbain dans la foulée de la publication de l'étude socio-économique de Marc Boutin et Jimena Michea (5 militantEs qui se sont rencontrés 2 fois pour développer un plan d'action et des propositions pour l'assemblée générale spéciale du 23 mai).
- Le comité aménagement s'est rencontré 2 fois en juin et a adopté un plan d'action pour l'année à venir.
- Le conseil d'administration a réfléchi à la question du stationnement et a fait circuler un sondage parmi les membres de l'organisme. Une proposition devrait être soumise à l'AGA.

ÉLÉMENTS DE BILAN

La participation à des actions de défense de droits socio-économique autre que le droit au logement va de soi. Une fois de plus, la participation au «Bloquons Charest» du RÉPAC fut très appréciée des membres et nous entendons bien récidiver.

À partir de l'étude socioéconomique de Marc Boutin et Jimena Michea, qui fourmille de propositions concrètes d'aménagement, l'intérêt a été assez grand pour relancer le comité aménagement. Comme pour le logement, il semble qu'il soit plus facile de mobiliser des gens autour de projets concrets qui permettent de s'approprier davantage le quartier et les espaces publics.

Sans embarquer dans le rapport de l'an prochain, il est clair que plus d'énergie sera consacrée au dossier cette année (depuis le 1^{er} juillet, il y a déjà eu la publication de l'étude, son lancement public, du travail autour de projets concrets, etc.).

VOLET SOUTIEN AUX INITIATIVES COMMUNAUTAIRES

1. VESTIAIRE DU FAUBOURG

Mise en contexte : le Vestiaire du Faubourg est un comptoir vestimentaire géré par une équipe de militantes. Le financement de base du Vestiaire est historiquement assuré via une partie de la subvention de Centraide qui est versée au Comité populaire, les profits du Vestiaire sont intégrés au budget global de l'organisme qui en assume aussi toutes les dépenses. À titre de bilan, un mot de Michelle Briand, de l'équipe du Vestiaire :

«L'équipe du Vestiaire du Faubourg peut considérer son adaptation comme réussie. Notre équipe de travail relativement stable oscille entre 7 et 10 personnes, des femmes pour la majorité. Le Vestiaire a élargi ses heures d'ouvertures de 20h à 24h par semaine et nous sommes sur place du lundi au vendredi, de 12h à 16h et le jeudi soir de 16h à 20h. Nous tenons des réunions mensuelles pour échanger, prendre en groupe les décisions et voir aux affaires du Vestiaire.

Nous avons constaté dernièrement que notre rayonnement dans la collectivité s'élargit et se transforme depuis notre déménagement dans l'ancien presbytère à côté de la permanence du Compop, qui nous a rendu beaucoup plus visibles. Nous avons également des contacts plus nombreux, quotidiens en fait, avec le Compop et nous sommes au cœur de l'action, ce qui ne pouvait être le cas quand nous étions enterrés sous l'église. Par ailleurs, nous participons à tous les numéros de *l'Infobourg* en rédigeant une chronique du Vestiaire qui traite de consommation réfléchie et de différents sujets relatifs à nos activités».

2. CENTRE FAMILLE HAUTE-VILLE

DES ACTIONS CIBLÉES

- Un délégué du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste siège toujours sur le conseil d'administration du Centre-Famille, mais a été moins présent que par le passé (4 rencontres).
- Nous avons organisé conjointement avec le Centre Famille quelques activités de quartier, notamment la Fête du faubourg et une fête de quartier conjointe pour souligner les 3 ans du Centre Famille (à laquelle ont participé 200 personnes). Lors de cette fête, nous avons rédigé un communiqué de presse et coordonné l'organisation d'une conférence de presse (qui a été couverte par 3 journaux).

ÉLÉMENTS DE BILAN

Suite au départ de Stéphane (qui suivait le dossier depuis toujours) et parce que le sentiment d'urgence a été moins grand, nous avons été moins présent cette année au Centre Famille. Notons que, malgré l'amélioration de la situation, le Centre revendique toujours l'appui du Comité populaire et sa présence au conseil d'administration. La survie du Centre Famille, qui commence à recevoir du financement récurrent (notamment de Centraide et du Ministère de la famille), ne semble plus hypothétique. Comme ça va mieux financièrement, notre soutien à la ressource prendra peut-être une autre forme. Au lieu d'un appui technique aux communications et à la production de paperasse, nous pourrions envisager un soutien au développement d'un volet «défense des droits» des familles dans l'avenir.

3. COMPOSTAGE COMMUNAUTAIRE

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste a mis sur pied (avec l'appui des AmiEs de la Terre de Québec (ATQ)), un site de compostage communautaire dans le parc Richelieu. Le gros du travail, une fois le projet monté, a été consacré à convaincre la Ville de Québec (surtout les fonctionnaires de la gestion des équipements et du Service de l'Environnement) d'accepter l'utilisation d'un parc public pour ce projet. Les premières démarches ont été effectuées en septembre 2004 et l'acceptation du projet est arrivée... en avril! 50 ménages (84 personnes y participant) sont inscrits au site de compostage communautaire.

DES ACTIONS CIBLÉES

- Conception du projet, et pressions afin de convaincre les éluEs de l'appuyer.
- Assister à 2 rencontres à l'Arrondissement La Cité, dans un premier temps afin de présenter le projet aux fonctionnaires concernéEs, et dans un deuxième temps, avec les éluEs (Mmes Cloutier et Bourget) afin de défendre le projet et de définir le fonctionnement et les obligations de chaque «partie».
- Rédaction d'une demande de subvention et d'une entente de service, conception et coordination de la construction de la boîte de compost et du panneau d'information.
- Publication d'un article et d'un appel à s'inscrire en «une» de *l'Infobourg*.
- Organisation d'une première réunion avec les composteurEs potentielLEs (21 avril, 12 personnes)
- Réaction d'un document, s'adressant aux participantEs en collaboration avec Anne-Marie Turmel des ATQ
- Organisation de l'inauguration du site (5 juin, 30 participantEs).
- Montage d'une formation pratique sur le compostage (donnée 12 fois à un total de 50 personnes).
- Tenue de statistiques complètes pour la Ville et permanence téléphonique pour «répondre aux questions des résidentEs».

ÉLÉMENTS DE BILAN

Nous avons entrepris ce projet en pensant que «ça ne coûterait rien au Compop» et que ce serait une belle façon de rejoindre des gens et de redorer notre image auprès d'une certaine frange de la population qui trouve qu'on chiale beaucoup, mais qu'on ne fait pas beaucoup de choses positives. Au final, l'essentiel de l'énergie a été consacré à naviguer dans la bureaucratie municipale pour avoir l'accord formel de toutes les directions impliquées et à trouver des partenaires privés (Caisse populaire de Québec) pour combler les insuffisances de la municipalité. Malgré ce cauchemar bureaucratique, nous avons réussi à développer un nouveau service qui répond à un besoin réel et dont nous sommes très fier.

VOLET INFORMATION ET SENSIBILISATION

1. INFOBOURG

- Poursuite de la publication de l'*Infobourg* (12 militantEs participent, 7 au Comité de rédaction, 5 à la production et à la distribution).
- Publication de 4 numéros réguliers et une édition spéciale l'an passé.

ÉLÉMENTS DE BILAN

Le comité de rédaction a finalisé la restructuration du journal en cours d'année. Le processus de production a été revu de A à Z et la distribution a complètement été réorganisée (le tirage est d'ailleurs repassé à 7 000 exemplaires). La recherche de publicité a finalement été reprise à l'interne (et ça va beaucoup mieux). Une fois cela fait, le comité de rédaction s'est ensuite penché sur l'épineuse question de l'élargissement de l'équipe «centrale» (qui était tombée à 3 bénévoles et un salarié). Après un premier appel à tous, 3 personnes se sont jointes à l'équipe (mais une seule de façon permanente). L'enjeu de l'année à venir risque d'être de maintenir la cohésion de l'équipe et de l'élargir. Il reste encore du travail à faire et il faudra rester vigilantE, mais le comité semble être sur la bonne voie.

2. UNIVERSITÉ POPULAIRE

- Maintien du comité Université populaire. 6 militantEs y ont participé tout au long de l'année.
- Le Comité de l'Upop s'est réuni 15 fois (6 membres et une permanente), en plus de l'Assemblée de session (13 personnes).
- Le Comité s'est questionné sur les formes que pouvaient prendre les événements de l'Université populaire ainsi que sur sa structure.
- Le comité a organisé 5 événements :
 - ✓ Un événement sur l'éducation populaire et l'éducation politique «L'éducation en-dehors de murs», le 19 octobre, événement qui visait à alimenter la réflexion du comité (15 personnes).
 - ✓ Un rallye «Histoire du quartier Saint-Jean-Baptiste à travers ses luttes», le 4 décembre (6 invitéEs surprises (30 personnes).
 - ✓ La projection d'un documentaire sur la peine de mort «Le dernier repas», le 21 mars, dans le cadre de la *Journée internationale contre le racisme* (8 personnes).
 - ✓ Un événement pratique sur la récupération de tissus «Chaque torchon trouve sa guenille», le 7 avril (13 personnes).
 - ✓ Un événement sur les idées et les pratiques queer dans le cadre du festival d'art gai Mouvement queer, le 26 mai (20 personnes).

ÉLÉMENTS DE BILAN

Ces dernières années, l'Université populaire a le plus souvent pris la forme d'un programme de conférences et de discussions décidé 2 fois par année par une assemblée de session et se déroulant presque à toutes les semaines à la même heure et au même endroit. Cette année, le nouveau comité de l'Upop a décidé de casser la formule. D'abord, la structure voulant qu'une Assemblée de session décide des sujets et que par la suite quelques personnes «fasse la job de bras» a été abolie au profit d'un comité qui se réunit tout au long de l'année. Se réunissant régulièrement pour réfléchir sur ses pratiques, le comité a décidé d'essayer cette année différentes formes d'événements (projections, rallye, atelier pratique,...) afin de s'alimenter sur la forme que pourrait prendre à plus long terme l'Upop. Suite à cela, le comité a convenu de recommander de continuer à organiser des événements prenant différentes formes tout en revenant à un horaire plus régulier (mensuel, plutôt qu'hebdomadaire par contre) et de revenir à une programmation, sans pour autant décider plusieurs mois à l'avance des thèmes. Notons toutefois que lors de la première réunion 2005-2006 du comité de l'Université populaire, le 20 septembre, les membres ont convenu de mettre les activités de l'Université populaire sur la glace pour l'année 2005-2006.

3. CAFÉS-RENCONTRE

Trois cafés-rencontre ont été organisés dans l'année :

- Sur les normes minimales du travail (12 novembre, 11 personnes, dont 8 nouvelles)
- Sur les hausses de loyer (8 février, 13 personnes, dont 10 nouvelles)
- Sur la discrimination dans la recherche de logement (28 avril, 5 personnes, dont 2 nouvelles)

ÉLÉMENTS DE BILAN

L'assemblée générale nous avait mandaté pour organiser quatre cafés-rencontre, malheureusement nous n'avons pu en faire que trois. Le bilan est mitigé. Il s'agit d'une belle formule pour rejoindre de nouvelles personnes, mais ça ne permet pas de rejoindre beaucoup de monde à la fois. Dans la mesure où nous avons pu rejoindre beaucoup plus de gens avec des projets concrets comme la Coopérative l'Escalier et le compostage communautaire, il faudrait peut-être repenser à la chose. Pour les hausses de loyer c'est génial, mais pour le reste, ce n'est pas évident.

VOLET DÉLÉGATIONS EXTÉRIEURES

- ✓ Le Comité populaire continue de participer aux activités du **Fonds de solidarité des groupes populaires**. Suite à la démission de notre délégué bénévole, le conseil d'administration a décidé de déléguer un salarié afin d'avoir toute l'information nécessaire en temps requis (l'un des problèmes identifié au fait d'avoir un délégué bénévole non membre du C.A.). Notons que d'importantes questions sur l'avenir du Fonds se posent suite à la demande de la Conférence religieuse canadienne Section-Québec –qui coordonne les dons des communautés religieuses— de produire des demandes individuelles pour chaque groupe membre. Suite à une discussion en C.A., il a été décidé que le Comité populaire ferait une demande individuelle à cette instance même si nous aurions préféré continuer de déposer une demande collective.
 - Un militant a siégé au C.A. pendant une partie de l'année.
 - Deux délégués bénévoles ont participé à l'AG.
 - Nous avons tenu le bar lors du souper spaghetti.
 - Nous avons co-organisé une activité avec le BAIL dans le cadre du 30^{ème} anniversaire du Fonds (voir section logement).

- ✓ Le Comité populaire continue de participer aux activités du **Regroupement en éducation populaire et action communautaire (RÉPAC 03-12)**.
 - Deux délégués ont participé à l'AGA et à une Assemblée extraordinaire du RÉPAC-03-12.
 - Deux délégués ont participé à la Formation du mois de mai du Répac sur « Partir des préoccupations des gens » qui fut utile à notre réflexion sur nos pratiques.
 - Nous avons participé aux comités luttes sociales (1 délégué) qui a organisé la mobilisation «Bloquons Charest».

(N.B.: les délégations extérieures concernant le logement sont traitées au point logement)

ÉLÉMENTS DE BILAN

Les délégations extérieures, parce qu'elles nous permettent de confronter nos pratiques et nos réalités à celles d'autres groupes communautaires sont très importantes. Il faut toutefois faire attention à ce qu'elles ne drainent pas plus d'énergie qu'elles n'en rapportent. Dans cet esprit, le C.A. du Comité populaire a décidé, en cours d'année, de cesser de siéger à la Table habitation qualité de vie de la CDÉC (Corporation de développement économique et communautaire).

VOLET ACTIVITÉS DE QUARTIER

- Le Comité populaire continue de participer activement à l'organisation de la Fête du Faubourg qui s'est tenue pour la première fois sur deux jours (tous les commentaires à ce sujet sont positifs). La préparation de la Fête du faubourg nécessite plus de 25 réunions, en concertation avec l'Association des gens d'affaire du Faubourg, le Centre Famille Haute-Ville et Action Culture. Nous nous sommes concentrés sur la Place des enfants, la programmation et la place du communautaire. La Fête du Faubourg est également l'occasion de mobiliser plusieurs militantEs autour de l'animation de notre table d'information.
- Outre la Fête du Faubourg, nous avons également co-organisé avec le Centre Famille Haute-Ville une fête à l'automne (à laquelle ont participé 100 personnes).

ÉLÉMENTS DE BILAN

Le C.A. du Comité populaire juge que les activités de quartier sont essentielles et que l'organisme doit continuer de s'y investir. En fait, il faudrait pouvoir en faire plus encore! Malheureusement, suite à certaines annonces de bailleurs de fonds et à l'incertitude qui plane sur la direction de l'AGAF (le d.g. a démissionné), nous sommes inquiets pour l'avenir de la Fête. Un comité conjoint AGAF-Compop s'est réuni et a déposé des recommandations au C.A. du Comité populaire pour assurer le développement de la Fête.

VOLET VIE ASSOCIATIVE

- Tenue de deux assemblées générales dans l'année; l'assemblée générale annuelle et une assemblée générale spéciale pour recevoir et adopter l'étude socio-économique de Marc Boutin et Jimena Michea.
- 13 rencontres de C.A..
- Une vingtaine de rencontres de sous-comités divers.
- Publication d'un bulletin de liaison presque mensuel (9 éditions) et envoi à tous les membres du bulletin du FRAPRU.
- Organisation d'un événement de la rentrée le 16 septembre.
- Un souper communautaire suivi d'un party de Noël conjoint avec les AmiEs de la Terre le 17 décembre.
- Organisation de deux soirées d'accueil pour les nouveaux membres (17 février et 20 avril).
- Mise sur pied d'une activité hebdomadaire de balon-balais (durant l'hiver).

- Le programme des matinées du Compop s'est poursuivi une bonne partie de l'année. Une personne a même été embauchée pour le consolider et le pousser plus loin. Malheureusement, le momentum qui s'était installé dans la première année des matinées s'est évanoui et, après évaluation et sur recommandation du responsable, le conseil d'administration a décidé d'y mettre un terme. Notre constat est que les activités spéciales, style déjeuner de crêpes avec animation, marchait bien mais pas le programme au quotidien. Plusieurs activités spéciales ont été organisées en cours d'année dont notamment :
 - Exposition en novembre des dessins de Yorick Godin (un membre de longue date du Comité populaire).
 - Formation sur la mobilisation (27 janvier).
 - Exposition des œuvres de Cindy Labonté du 1^{er} février au 15 mars (vernissage le 4 février), (une autre membre de longue date du Comité populaire).
 - Déjeuner de crêpes et lancement de la campagne «Bloquons Charest» le 3 mars, suivi de plusieurs «vendredi matin bricolage».

- Exposition, du 15 avril au 15 mai des œuvres de Richard Morneau (décrochage le 15 mai) (une personne référée par un tiers).
- Déjeuner pain doré le 13 mai.

ÉLÉMENTS DE BILAN

Nous avons tenté de nouvelles formules en cours d'année, notamment des soirées d'accueil. La consolidation de notre vie associative a toutefois demandé beaucoup d'énergie. Malheureusement, le C.A. a été moins stable et présent que par les années passées, ce qui a nécessité un important travail d'éducation et de consolidation dont ont souffert certains autres aspects (ex. : il n'y a pas eu de vrai «comité logement» faute de temps). De plus, notre projet de consolidation des matinées n'a pas fonctionné. Conscient que les «activités sociales» sont très importantes pour la cohésion d'un groupe communautaire, le C.A. recommande que le Comité populaire voit à l'organisation d'au moins une activité sociale par mois. Les mois où ni la permanence, ni les comités n'ont rien à l'agenda, le C.A. devrait prendre la relève et organiser une activité.

Annexe :

MISSION DU COMITÉ POPULAIRE SAINT-JEAN-BAPTISTE

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste est un organisme communautaire à but non lucratif issu de l'implication et de la volonté de résidentEs du quartier Saint-Jean-Baptiste et dont la priorité est la défense des droits et des intérêts de la population.

Nos interventions visent la promotion d'un aménagement et d'un développement urbain qui tiennent compte de la spécificité du quartier. Nos actions sont également liées à l'amélioration des conditions de vie socio-économiques de la population. Depuis plus de vingt-cinq ans, notre organisme lutte pour la conservation du caractère résidentiel du quartier et pour l'accès à des logements décents et abordables.

De plus, le Comité populaire, par le biais de son journal *l'Infobourg*, des conférences de l'Université populaire et d'autres activités publiques, informe et éduque la population, contribue à susciter réflexions et débats sur des sujets d'intérêt public comme il contribue à sortir les ménages à faibles revenus de l'isolement et à faire valoir leurs droits.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration cette année furent :

(Avant l'AGA de nov. 2004)

- Julie Martineau [secrétaire],
- Gilles Simard [président],
- Denis Bélanger [trésorier],
- Stéphane Robitaille [administrateur coopté].

(Après l'AGA)

- Julie Martineau [nouvelle présidente]
- Stéphane Robitaille [administrateur]
- Nicole Rancourt [secrétaire élue puis démissionnaire]
- Pierre-Marc Daignault [nouveau trésorier]
- Christine Turgeon [administratrice élue puis démissionnaire]
- Gilles Simard [administrateur élu puis démissionnaire]
- Patrick Tremblay [administrateur coopté]
- Véronique Gagnon [administratrice cooptée]
- Pascale Théréault [administratrice cooptée]

Nicolas Lefebvre-Legault représentait les employés jusqu'à son départ en congé de parentalité durant lequel il a été remplacé par Véronique Laflamme.

EMPLOYÉeS PERMANENTeS

Coordination : Nicolas Lefebvre Legault.

Organisation communautaire : Véronique Laflamme

EMPLOYÉeS CONTRACTUELS

Animateur social (Matinées) : Denis Bélanger

Organisatrice communautaire : Marie Langevin